

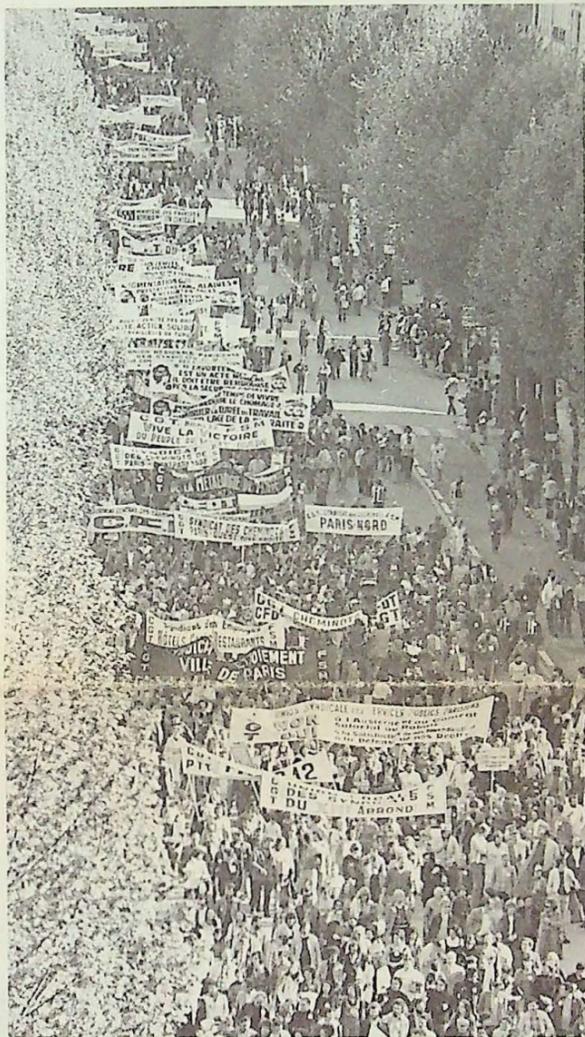
POUR UN 1^{er} MAI OFFENSIF

par Léo GOLDBERG

LES confédérations C.G.T. et C.F.D.T. et la F.E.N. appelleront ensemble à manifester le 1^{er} mai prochain pour la défense des libertés et pour la satisfaction des revendications des travailleurs. C'est un fait nouveau et positif. En effet depuis plusieurs années la C.F.D.T. laissait, à l'occasion du 1^{er} mai, l'initiative à ses unions régionales. En s'associant cette fois à un appel confédéral, la direction de la C.F.D.T. a voulu marquer son souci de l'unité d'action avec la C.G.T. qui paraissait quelque peu entamée par les polémiques de ces dernières semaines. De toute évidence la volonté d'effacer l'effet négatif des divisions qui ont marqué la marche des sidérurgistes le 23 mars dernier, n'est pas étrangère à cette décision.

D'autant que le thème central choisi, la défense des libertés, est directement lié aux projets du pouvoir de limiter le droit de manifestation, projets avancés à la suite des incidents du 23 mars dernier.

LE 1^{er} mai sera donc placé sous le signe de l'unité inter-syndicale. Félicitons nous en. Sans illusions toutefois. Car les divergences de vues entre les deux grandes confédérations ouvrières sont toujours aussi tranchées, notamment en ce qui concerne la conduite des luttes. Le fameux « recentrage » de la C.F.D.T., continue d'être entouré d'un flou artistique qui autorise toutes sortes d'interprétations et des démarches con-



tradictoires dont certaines sont parfois inquiétantes. Il faudra bien que le prochain congrès de la C.F.D.T. sorte de ces ambiguïtés.

Le contexte des élections européennes n'est pas non plus sans influence sur le comportement des directions syndicales comme en témoignent les déclarations rigoureusement contradictoires d'Edmond Maire et de la commission exécutive de la C.G.T., à propos du Parlement européen et du SME.

Il est donc peu probable que les relations entre la C.G.T. et la C.F.D.T. s'améliorent sensiblement d'ici l'automne. Cette situation n'est pas sans incidence sur la combativité et la mobilisation des travailleurs.

Il ne faut pas se le cacher.

Les manifestations du 1^{er} mai peuvent être l'occasion de marquer la volonté offensive des travailleurs. Les mots d'ordre relatifs à la réduction massive du temps de travail, aux 35 heures sans diminution de salaire ont, dans cette perspective, une grande importance. Il est dommage qu'ils n'aient pas été retenus comme thèmes centraux de ce 1^{er} mai 1979, à côté de la défense des libertés.

LES militants du P.S.U. pour leur part, participeront massivement aux actions et aux manifestations syndicales, dans un esprit unitaire certes, mais aussi avec la volonté de leur donner un caractère offensif et mobilisateur. ■

Elections européennes

Un certain nombre de militants écologistes ont lancé un appel pour la constitution d'une liste en vue des élections européennes (publié dans Le Matin du 20 avril 1979). Après une introduction sur la crise de la démocratie, du politique, etc., cet appel précise les conditions de réalisation d'une telle liste :

Résolument hostiles à la politique de la majorité, nous ne nous confondons pas avec l'opposition traditionnelle. Le système électoral français est dirigé contre le changement. Quand il nous autorise à nous présenter, il ne nous laisse pas la moindre chance d'être représentés : c'est le scrutin majoritaire. Avec la proportionnelle, nous serions représentés si nous avions la moindre chance de pouvoir nous présenter !

Mais l'élection du Parlement européen sélectionne les candidats par l'argent. Nous ne voulons pas nous laisser faire. Nous sommes prêts à soutenir une liste, pour le scrutin européen, non de partis ou d'associa-

tions, mais de personnes, de familles culturelles, sociales, politiques diverses, qui se reconnaîtraient dans ces lignes, non sur un programme général de pouvoir, mais pour des objectifs immédiats, vers l'Europe de l'écologie, l'Europe des libertés, l'Europe des régions, l'Europe de la solidarité :

- l'arrêt de l'industrie nucléaire, civile et militaire et la généralisation des énergies solaires ;
- la préservation des sols cultivables et la protection des campagnes grâce au développement d'une agriculture nouvelle à vocation écologique et paysanne ;
- la clause du citoyen le plus favorisé, c'est-à-dire la recherche et

l'application systématique dans tous les pays de la Communauté des dispositions les plus efficaces pour la protection et l'initiative des citoyens ;

- une vigilance sans défaut contre les mesures discriminatoires, quelles qu'elles soient, et contre tout fait contribuant à assoir la domination d'un sexe, d'un âge, d'un groupe social sur un autre ;

- la régionalisation des circonscriptions électorales du Parlement européen ;

- le non-cumul des mandats, l'élargissement des pouvoirs des communes, l'élection au suffrage universel d'assemblées régionales ;

- la mise hors la loi des exportations d'armes et l'affectation exclusive au développement non commercial des cultures vivrières dans les pays pauvres ;

- la réduction massive et négociée de la durée du travail en Europe,

liée à la définition, en accord avec les syndicats de travailleurs et les consommateurs organisés, de nouveaux choix de production.

Une telle liste ne prétendrait pas gommer les divergences qui sépareraient ses membres sur les nombreux aspects de la vie politique que ce programme ne couvre pas. Elle choisirait simplement de renforcer des convergences immédiates. ■

Cet appel a notamment été signé par : Joseph Badrikian (Clermont-Ferrand), Laurence Bardin (Amis de la Terre), Michel Bosquet, Henry de Cazotte, Yves Cochet (Rennes), Amy Dahan (Paris), Bernard Deltheil (le Sauvage), Jean-François Gerak (Bas-Rhin), Alain Hervé (le Sauvage), Marc Faivet (Pierrelatte), Geneviève Jonot (Grenoble), Brice Lalonde (Paris), Serge Moscovici, Justine Morin (Morvan), Gis-

lain Nicaise (Lyon), Jean-Jacques Porchez (Paris), Louis Puiseux, Laurent Samuel (le Courrier de la baleine), Dominique Simonnet, Jean-Louis (la Gueule ouverte), Francis Tabouret (Aube), Marc Thivolle (la Gueule ouverte).

Depuis, ce texte a entraîné une série de réactions ; Bernard Lambert (Paysans-Travailleurs) y a apporté son soutien. D'autres initiatives allant dans le même sens sont à prévoir (probablement un appel de militants du mouvement féministe).

Un article de Brice Lalonde dans le *Nouvel Observateur* reprend les mêmes propositions ainsi que celui de J. Fabre et Marco Pannella dans la *Gueule ouverte*.

Dès le lendemain de la parution du texte ci-dessus, Huguette Bouchardeau a répondu dans un communiqué repris par *Le Matin* :

« Nous avons lu cet

appel et nous y sommes sensibles. Même s'il n'est pas dans notre style. Parce qu'il nous paraît grave que les blocages constitués par la loi électorale française empêchent l'expression de voix différentes de celles des grands partis. Et aussi, parce que, face à la violence de l'argent et de l'Etat, face à l'incapacité actuelle de la gauche à proposer des alternatives, face aux dégâts du progrès, aux menaces nucléaires, à la société militarisée, nous partageons les mêmes inquiétudes.

Mais nous tenons à affirmer ceci, sur lequel ce texte fait trop silence : parmi les violences à dénoncer et à combattre, nous ne pouvons oublier la violence que fait régner l'injustice sociale :

- celle qui permet aux pays riches d'exploiter le tiers-monde ;

- celle qui fait de notre pays l'un des plus

Suite de la page 1

inégalitaires dans la distribution des salaires et des revenus ;

● celle qui condamne au chômage et à l'angoisse du lendemain de plus en plus de travailleurs.

Ces revendications les plus élémentaires de la majorité des hommes et des femmes doivent être prises en compte pour que le combat que nous voulons mener pour la reconnaissance des libertés, et la qualité de la vie, ne soit pas une affaire de privilèges.

Nous demandons qu'une réunion rapide ait lieu pour pouvoir discuter de cette proposition avec tous ceux qui se sentent concernés. Si cette négociation n'aboutissait pas rapidement, le P.S.U. prendrait des mesures pour assurer sa propre présence lors des élections européennes. »

Par ailleurs la rencon-

tre nationale des G.A.M. (Groupes d'action municipale) des 21 et 22 avril a adopté le texte suivant en conclusion d'une résolution sur les élections européennes :

« La principale tendance qui se dégage est celle d'une intervention active au profit d'une liste constituée par des « petits » privés de tous moyens d'expression que les G.A.M. refusent de considérer comme des « minoritaires », mais simplement comme des groupes dont la principale préoccupation n'est pas la prise de pouvoir.

Cette intervention doit aller jusqu'à la présentation d'un ou de plusieurs candidats, sous le sigle G.A.M., et sous le contrôle du collectif national (sous réserve d'une participation financière que le mouvement ne pourra pas fournir).

Dans tous les cas, cet-

te participation, qu'elle qu'en soit la forme, est subordonnée aux points suivants :

● qu'on vérifie la liste des participants, la présence d'autres organisations socialistes et autogestionnaires, doit être considérée comme nécessaire ;

● qu'on intègre dans la plateforme un paragraphe relatif au mouvement associatif (son rôle politique, son autonomie, ses moyens d'expression...);

● que les G.A.M. puissent s'exprimer sous une forme quelconque dans la campagne, démarche qui implique le respect des différences ;

● que la poursuite, au-delà des élections, de la démarche engagée à l'occasion des élections européennes, soit admise par la majorité des participants. »

VIVEZ UN PREMIER MAI DANOIS

A l'occasion du 1^{er} mai, le V.S. (Ventsocialiste, socialistes de gauche) invite des militants du P.S.U. à venir au Danemark. Ces militants auraient la possibilité de participer aux manifestations et à la fête du 1^{er} mai, et surtout, de rencontrer des militants socialistes danois, de confronter des expériences différentes.

Pour le V.S., la lutte de classes n'est pas terminée au pays des « merveilles social-démocrates ». Depuis quelques années, le Danemark semble virer à droite : politique d'austérité menée par un gouvernement de coalition comprenant le

parti social-démocrate et le parti libéral : restriction des libertés démocratiques, montée de l'esprit poujadiste rétrograde, etc. Par contre, les luttes des travailleurs, mais aussi des femmes, des locataires, des écologistes, se sont multipliées. Le mouvement anti-nucléaire notamment, a jusqu'ici, empêché la construction de toute centrale nucléaire. Les sujets de discussion ne manquent donc pas.

Le V.S. prendra en charge les frais de séjour, mais non les frais de voyage. Si vous êtes intéressé(e), contactez d'urgence la commission internationale (réunion chaque lundi à 18 h 30, rue Borromée). ■

Emprisonnée à Budapest

Nous sommes alertés sur le cas d'une Française, incarcérée en Hongrie dans des conditions particulièrement scandaleuses. Les Droits de l'homme sont, une fois de plus, bafoués. Le P.S.U. se joindra à toute action intentée en sa faveur, en vue de sa libération.

Une Française, Marie-Christine Hala a été arrêtée le 29 décembre 1978 à Budapest. Le 28 mars, elle a été condamnée à huit mois de prison ferme pour avoir tenté de faire passer clandestinement à l'Ouest un jeune artiste tchèque, Pavel Buchler. Il voulait rejoindre son enfant en Angleterre, et s'était vu, au mépris des engagements auxquels son pays avait lui-même souscrit dans le cadre des accords d'Helsinki, opposé une fin de non-recevoir à toutes les demandes de visa formulées auprès des autorités officielles. C'est pour avoir procuré à son ami tchèque un passeport français, que Marie-Christine Hala a été arrêtée, jugée et condamnée.

Des informations ont paru dans plusieurs journaux sur cette affaire, notamment dans « Le Monde » des 4 janvier et 28 mars.

Actuellement, Marie-Christine Hala est incarcérée à la prison centrale de Budapest. Son frère a pu lui rendre visite. Voici des extraits de son témoignage :

« Dans sa cellule, 14 femmes sont entassées pour la plupart des prostituées (la prostitution non organisée étant passible d'au moins un an de prison en Hongrie) et des trafiquantes de devises. Parmi ces femmes, une déséquilibrée mentale a tenté plusieurs fois d'étrangler ses compagnes en se jetant sur elles ; la direction de la prison, pour laquelle il ne peut s'agir que d'une simulatrice, a jusqu'à présent, refusé son transfert.

Le lever obligatoire a lieu à 5 heures du matin : il est interdit de dormir pendant le jour. En guise de nourriture, un pain pour toute la journée et un café le matin ; à midi, une soupe au poivre ; le soir : une soupe au poivre. Et cela, tous les jours.

Le matin, sortie dans la cour avec obligation de longer les murs. Impossibilité de se laver correctement ; absence de papier hygiénique ; interdiction de porter slip et soutien-gorge ; les tampons hygiéniques sont prohibés.

Les premiers temps de sa détention préventive, Marie-Christine Hala était incarcérée dans les quartiers de sûreté de l'Etat (étrange contradiction des autorités hongroises qui se sont toujours refusées à qualifier de « politique », le délit commis par elle).

Comment ne pas appeler « sadisme » les humiliations que les seuls besoins de sécurité ne sauraient ni justifier, ni expliquer ? Une anecdote révélatrice : le mari de Marie-Christine lui avait apporté, au cours de sa visite du mois de février, un petit bouquet de perce-neige. Dans sa cellule, elle avait placé le bouquet sur sa table ; survient la gardienne qui, apercevant le bouquet, le jette à terre, le piétine avec rage et lance à la prisonnière : « Ramasse salope ». Ces insultes ne sont pas exceptionnelles.

Le jour de son jugement, Marie-Christine Hala a dû subir, à plusieurs reprises, une fouille systématique. Quatre fois, ses vêtements ont été arrachés et, entièrement nue, la détenue a été soumise à une inspection aussi humiliante qu'inutile. Rien d'étonnant à ce que, pendant le procès, l'accusée ait paru aux témoins, psychologiquement brisée et dans un état nerveux difficile à décrire.

A l'hôpital, où elle a fini par être admise au mois de février, après plusieurs semaines de vie dégradante et de souffrances, elle a pu pendant plus de trois semaines bénéficier de ce régime : pain sec le matin, un bouillon à midi, un oignon le soir. Est-ce ainsi qu'en Hongrie on compte soigner les prisonniers malades ?

L'opinion française commence à s'émouvoir. Outre des informations parues dans la presse (Le Monde, Ouest-France), des partis politiques de gauche, dont le P.S.U., des associations internationales, telles Amnesty International, la Ligue des Droits de l'homme ont été alertés.

A suivre ■

HAMBOURG, carrefour de l'Europe des femmes

A l'initiative des femmes du Kommunistischer Bund (R.F.A.) s'est tenu à Hambourg les 31 mars et 1^{er} avril une réunion des déléguées femmes, des organisations de l'extrême-gauche européenne (voir la déclaration commune), à laquelle ont participé deux camarades représentant le P.S.U. A l'ordre du jour de cette rencontre :

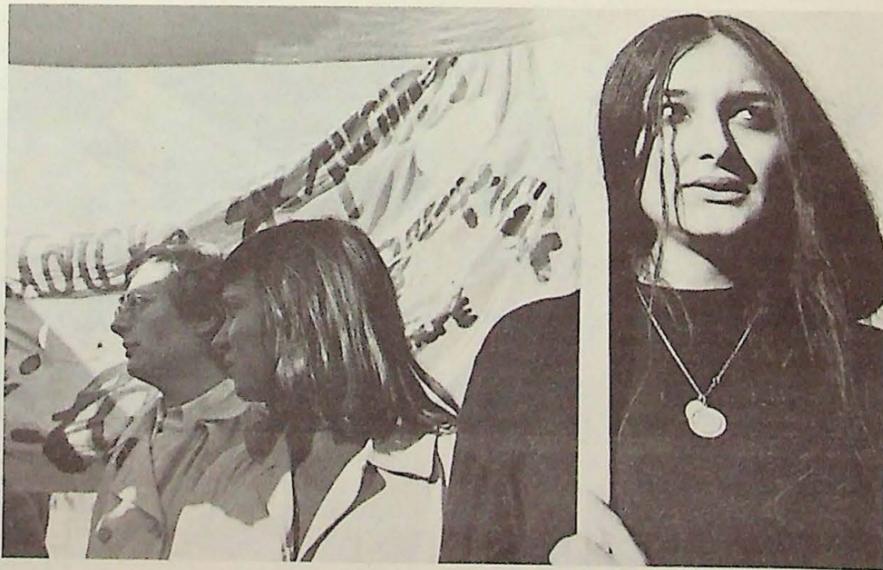
- la place des femmes au sein de leur organisation ;
- les rapports avec le mouvement autonome des femmes ;
- les axes d'intervention du travail « femmes ».

Les discussions ont en fait roulé pendant ces deux jours sur les difficultés que connaissent les femmes à l'intérieur des organisations, non pas tant pour se faire reconnaître comme « individus politiques et femmes » que pour faire reconnaître le travail des femmes comme un travail politique.

Dans un premier temps, chaque organisation a fait un exposé sur la manière dont ce travail se faisait, sur les formes de regroupement des militantes à l'intérieur et sur l'articulation avec le reste de l'organisation, sur l'intervention à l'extérieur.

La diversité des organisations représentées et le relatif décalage des situations nationales, la lenteur de la traduction ont fait que nous n'avons pas pu mener très loin le travail en commun prévu, dans la perspective des élections européennes.

Il a été difficile également de parler de l'intervention extérieure sans donner une analyse du mouvement des femmes dans les différents pays. Les pays nordiques ont, par exemple, des mouvements à très forte dominante « radicale », c'est-à-dire qu'ils sont très hostiles aux organisations politiques, d'où la difficulté d'être acceptée dans le mouvement comme féministe et socialiste. D'autre part, le type d'organisation représentée nous a paru encore très marqué par le modèle léniniste à l'exception peut-être des Danois-



Déclaration commune

Rencontre « femmes » des organisations politiques de l'extrême-gauche européenne dans la perspective des élections européennes. Hambourg, les 31 mars et 1^{er} avril 1979.

Etaient présents, les mouvements : V.S. (Danemark), O.C.T. et P.S.U. (France), K.B. (R.F.A.), D.P. (Italie), (Espagne).

Pour la première fois, les 31 mars et 1^{er} avril, les femmes de différentes organisations politiques de la gauche européenne se sont réunies afin de discuter du travail-femmes dans leurs organisations.

Cette initiative est née de la difficulté de discuter du travail-femmes lors des rencontres internationales de préparation aux élections du parlement européen. Ainsi, nous pensons qu'il ne s'agit pas d'un hasard, si moins d'un tiers des organisations qui avaient participé à ces rencontres ont envoyé des déléguées à notre réunion. Par cette déclaration, nous nous adressons donc surtout aux organisations non représentées.

● Dans de nombreuses organisations le travail-femmes, ou bien n'est pas consi-

déré comme travail politique, ou bien reste au niveau de la déclaration de principe.

● Les camarades femmes doivent souvent travailler trois fois plus que les hommes pour être reconnues.

● Les femmes sont encore sous-représentées dans toutes les instances politiques importantes.

Nous pensons qu'aucune organisation qui se dit révolutionnaire ne peut se permettre de mépriser le travail-femmes. Nous insistons sur le fait que la lutte des femmes et le travail-femmes ne peuvent être considérés comme un aspect secondaire et catégoriel du socialisme, mais qu'ils sont indispensables à la lutte pour le socialisme et un des éléments fondamentaux de notre ligne politique.

● Nous affirmons le droit des femmes à se réunir seules, sans les hommes, quand elles le veulent.

● Nous exigeons que la discussion sur le travail-femmes soit un élément des prochaines rencontres européennes et de toutes les rencontres internationales.

● Nous demandons à toutes les organisations participantes de déléguer des femmes à la prochaine rencontre. ■

ses apparemment plus « pragmatiques » et des Italiennes vivant à l'heure de la remise en cause. Tous ces facteurs expliqueraient les tentations de « suivisme » par rapport au mouvement autonome, voire d'une pratique, type « courroie de transmission » ou tendant à la création d'un courant socialiste au sein du mouvement. Bref, il est apparu très difficile de travailler dans le mouvement, en tant que femme, féministe et socialiste. Problème classique et passablement compliqué... Il nous a semblé retrouver ce décalage lors de la rédaction de la déclaration commune lorsque nous avons voulu faire passer, avec les Italiennes, l'idée que les luttes des femmes en général contribuaient à interpellier, modifier en profondeur le projet socialiste. Il semble que, si les femmes de certaines organisations pensent que le travail-femmes est un élément « fondamental » de la politique de leur organisation, elles acceptent plus difficilement l'idée de l'apport original du féminisme et sa fonction enrichissante pour la pensée marxiste au sens large. Divergence réelle ou malentendu ? A suivre...

Peut-être, avons-nous passé trop de temps sur ces questions délicates, mais il nous a paru important de respecter le rythme du débat pour cette première prise de contact. Nous en avons tout de même profité pour nous informer des situations de l'emploi des femmes et de l'avortement-contraception dans chaque pays. Ainsi, si les législations sur l'avortement et la contraception varient effectivement énormément (depuis l'interdiction totale en Espagne, jusqu'à un très grand libéralisme au Danemark), la situation de l'emploi des femmes, en revanche, semble présenter partout les mêmes caractéristiques — compte tenu, bien sûr, du degré de crise atteint par les différentes économies nationales.

Une seconde rencontre aura lieu à Rome en septembre. Des axes communs de campagne, notamment sur l'emploi et l'avortement, devraient voir le jour.

Paule Opérial
Dominique Lambert ■

Le nucléaire ? Non, merci !

Le Préfet de région Midi-Pyrénées vient de plaider devant le Conseil Economique Régional en faveur de la construction rapide de la centrale nucléaire de Port-la-Nouvelle et de la ligne haute tension Tamareau-Tavel de 400 000 V ; le projet de Frontignan est toujours en dossier... Le P.S.U., pour sa part, s'oppose fermement à ces projets qui vont bien au-delà de simples problèmes énergétiques, car la lutte contre le nucléaire civil ou militaire est UN COMBAT POUR LA VIE.

En ce qui concerne la croissance prévue de consommation d'électricité, la Fédération de l'Hérault du P.S.U. fait remarquer que le système de tarification est aberrant, puisqu'il encourage le gaspillage, par un tarif dégressif, aggravant les inégalités en permettant à ceux qui en ont les moyens de payer moins cher leurs excès de consommation d'électricité.

Mais surtout, le P.S.U. exige que la population soit informée de tout ce qui concerne le nucléaire. Pourquoi le Ministère de l'Environnement a-t-il refusé de publier les 58 pages du rapport Gruson qui soulève des problèmes fondamentaux comme le retraitement des déchets, les risques d'accident, etc. ?

Il faut souligner également le silence concernant la vie de cet ouvrier de Montpellier, récemment irradié par une pièce d'iridium égarée (!). Que savons-nous de son état de santé ? D'autres travailleurs de l'entreprise ne seraient-ils pas également contaminés et sous contrôle médical ?

Alors qu'aux U.S.A., on prend sérieusement en compte l'accident de Pennsylvanie et qu'une information assez complète est faite auprès du public, les Français sont condamnés à vivre dans l'ignorance de leur destin le plus immédiat. Le P.S.U. agit et continuera à agir pour mobiliser les esprits contre le danger nucléaire.

La Fédération P.S.U. de l'Hérault ■

Depuis près de 3 ans, les Paysans-travailleurs de la région se battent dans l'affaire du pas de porte de Plouézec (Côtes du Nord). Un notaire obtient d'un paysan, un « dessous de table » pour le droit de louer des terres et agrandir son exploitation qui a déjà pourtant une bonne taille pour la zone légumière (45 ha).

Le PSU Bretagne et la section PSU de Paimpol apportent leur soutien aux paysans-travailleurs (1) dans leur action contre la pratique illégale du « pas de porte » en agriculture, contre l'accaparement et le cumul des terres par les plus riches, pour le droit à l'installation des jeunes. Le PSU appelle les travailleurs à participer à la manifestation de soutien du jeudi 3 mai à 14 heures, devant le palais de justice de St-Brieuc où seront jugés 11 paysans inculpés pour avoir participé à l'action de Plouézec.

PSU Bretagne et section de Paimpol du PSU ■

Une histoire "simple", les pas de porte en agriculture

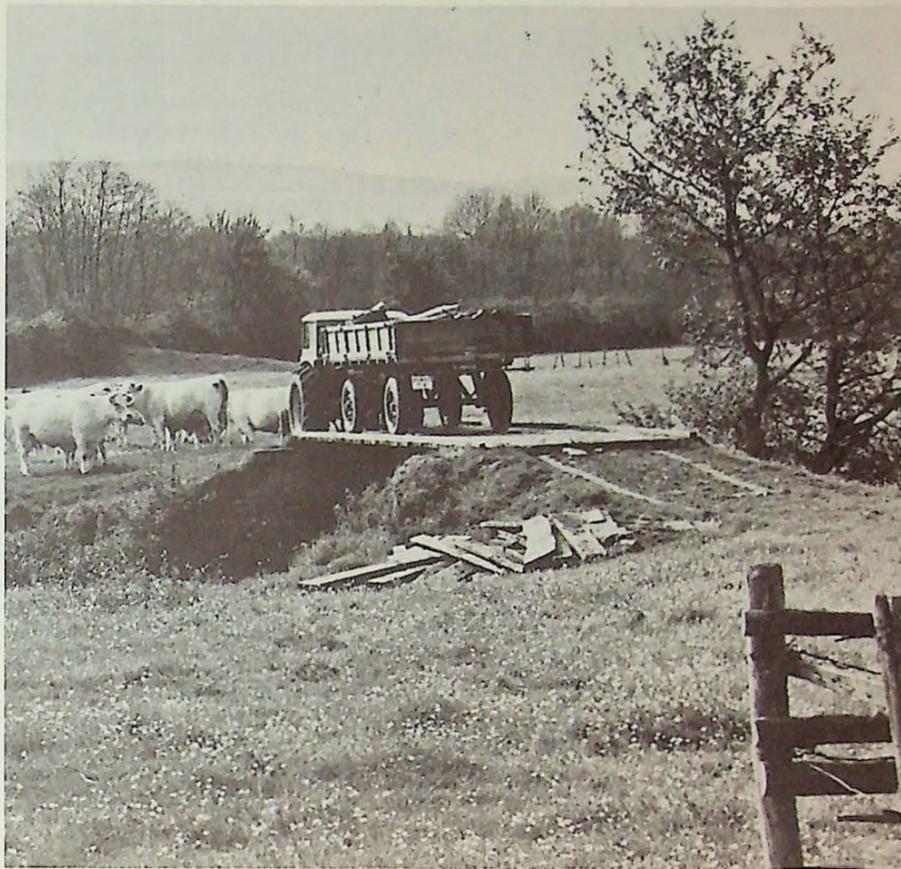
(1) Le syndicat des paysans-travailleurs des Côtes-du-Nord poursuit un triple objectif :

- Lutter contre la pratique du « pas de porte » qui est

illégal et dangereuse pour les agriculteurs.

- Dénoncer les notaires qui favorisent la spéculation sur le foncier.

- Développer les thèmes généraux sur le foncier :
 - installation des jeunes ;
 - prix de la terre ;
 - répartition en faveur de celui qui en a le plus besoin.



Energies nouvelles, Reims en tête.

Au conseil municipal de Reims, un élu P.S.U. se bat pour les énergies nouvelles.

Il s'agit de doter une future école maternelle, prévue pour quatre classes, d'un système de production d'eau chaude, obtenue grâce à l'énergie solaire.

C'est la première fois dans la région Champagne-Ardenne qu'un bâtiment public serait doté d'un tel système.

Jacques Bourguignon, élu P.S.U., avait demandé en septembre dernier que des études préalables soient faites sur la possibilité d'installer des capteurs solaires. Une victoire a déjà été remportée : le principe a été adopté par le conseil municipal qui a retenu un avant-projet détaillé.

A cette occasion, Jacques Bourguignon a indiqué qu'une telle installation entraînerait un surcoût de 80 000 F par rapport à la dépense initialement prévue pour le chauffage par énergie électrique. Toutefois, la ville de Reims peut espérer du Commissariat général à l'Energie solaire une subvention pouvant atteindre 50 % du surcoût,

soit 40 000 F. Jacques Bourguignon a encore précisé que lorsque la Commission des adjudications examinera le résultat de l'appel d'offres lancé pour la construction de l'école, il sera toujours possible d'écarter la solution solaire, si celle-ci s'avérait par trop coûteuse.

Ce problème de l'énergie solaire, posé à l'occasion de la construction d'une école, a mené Jacques Bourguignon à critiquer la politique gouvernementale en la matière.

« Nous constatons une stagnation des opérations menées en faveur des énergies nouvelles. Après des débuts prometteurs, l'action du gouvernement se révèle maintenant hésitante, inefficace. Comment voulez-vous par exemple que les utilisateurs s'y retrouvent parmi la bonne dizaine de capteurs proposés et tous agréés par la délégation des énergies nouvelles. Des capteurs dont certains, dit-on, sont de qualité douteuse. Les ingénieurs techniciens sont loin d'être d'accord entre eux. Comment le seraient-ils alors que la délégation dont c'est

le rôle, est incapable d'entreprendre les études indispensables ? Ce n'est pas en organisant un « jour du solaire » comme cela va être le cas à Reims le 23 juin qu'on fera avancer beaucoup les choses. Il est indispensable de changer l'orientation en matière d'énergie. Pour les énergies nouvelles, des discours et peu d'argent. Pour le nucléaire des sommes énormes et la méthode forte avec recours aux forces de police. Et au bout, dans un premier temps, le mécontentement des populations. Reims, placé à mi-chemin entre Nogent-sur-Marne et Chooz, a son mot à dire. Demain peut être un drame comme celui qui a failli se produire aux Etats-Unis. »

Pour terminer, Jacques Bourguignon a proposé qu'une étude soit faite en vue de réaliser l'isolation thermique de tous les bâtiments communaux afin de contenir le coût du chauffage qui, a-t-il dit, prend, d'année en année, des proportions inquiétantes.

La démonstration est faite que le P.S.U., lui, a des idées... ■

Millau, ville morte sur ordonnances...

Une mobilisation réussie pour défendre le Larzac et l'emploi, également menacés

Au lendemain de la journée de l'arbre des paysans du Larzac (1), le préfet de l'Aveyron a publié les dernières ordonnances d'expropriation sur la commune de Millau.

Immédiatement, le comité de liaison décide une riposte et contacte l'intersyndicale ouvrière qui avait prévu pour le vendredi 6 avril, un meeting unitaire sur l'emploi, lequel devait déboucher sur une opération ultérieure de « ville morte ».

De nombreuses ambiguïtés restaient — et restent

encore — à lever sur le caractère à donner à la lutte, du fait des divergences existant entre les organisations ouvrières et celles représentant les couches de population, sensibles aux seuls problèmes de l'environnement, mais hostiles à toute orientation politique et indifférentes, quant aux problèmes des travailleurs. En outre, l'attitude du maire (M. Diaz) et d'une partie du conseil municipal opérant sans cesse un jeu de bascule entre le légalisme stérile et l'opposition au pouvoir, remet continuellement en cause la participation de la municipalité à des actions efficaces. Tout cela contribue à freiner la mobilisation des Millavois et il en découle une réticence réelle de la classe ouvrière à entreprendre des actions, quelles qu'elles soient, conjointement avec cette municipalité qui représente politiquement le « marais », avec ce que cela comporte de négatif.

Malgré ce problème de fond et malgré les délais très courts pour une réaction de masse, la mobilisation des Millavois, tant au niveau de l'emploi que du Larzac, a permis de réaliser, pour le 6 avril, une opération « ville morte » sur les deux thèmes du Larzac et de l'emploi. Il faut noter que, pour faciliter les convergences, les partis politiques se sont effacés pour la conduite de la journée devant l'intersyndicale et les comités de lutte.

Le 6 avril, ce sont 2 000 personnes qui ont défilé dans Millau, après avoir bloqué la nationale 9 pendant trois heures, cependant que de nombreux commerçants baissaient leurs rideaux ; lycéens et travailleurs en lutte fermaient la marche. Dans les entreprises, de nom-

breux débrayages permettaient aux travailleurs de rejoindre le meeting qui clôturait le défilé. L'après-midi, une opération-labour, sur des terres acquises par l'armée, rassemblait plusieurs centaines de personnes.

Le succès de cette journée confirme donc la volonté des Millavois exprimée lors de la consultation populaire du mois de février (rappelons que 88 % d'entre eux se sont expressément prononcés contre l'extension du camp).

Le maintien et le développement de cette mobilisation sont d'autant plus nécessaires, qu'il faudra désormais envisager d'autres moyens de lutte pour faire céder le pouvoir.

Section P.S.U. de Millau ■

(1) Le 1^{er} avril 1979. Voir T.S. n° 821.

T.S. nouvelle formule, ça marche ! Oui mais...

Après près de trois mois d'existence, la nouvelle formule de TS avec l'hebdo de quatre pages consacré à l'orientation et à la vie du parti, à sa pratique militante et prochainement à la formation et le mensuel avec son dossier, ses chroniques mensuelles, ses rubriques d'actualité politique, sociale, critique, idées, etc., largement tourné vers l'extérieur, donne généralement satisfaction aux militants, du moins d'après les échos recueillis.

Est-ce à dire que nous sommes tirés d'affaire, assurés de l'équilibre financier et de la durée ? Loin de là. La situation continue d'être préoccupante, car pour équilibrer le budget de TS nous avons prévu un certain nombre de conditions qui ne sont pas, ou pas encore, réalisées.

1) Pour Tribune socialiste hebdo : à Saint-Etienne, il avait été demandé aux sections d'assurer un abonnement par adhérent sur leur trésorerie. Cette demande, il faut le reconnaître, excédait les possibilités des sections. Seuls, environ deux cents abonnements de ce type ont été recueillis. Toutefois, la contrainte financière demeure ce qu'elle était. Force est donc d'envisager des solutions de remplacement. Nous demandons à toutes les sections de s'en préoccuper très sérieusement

et de chercher à recueillir le nombre correspondant d'abonnements de sympathisants et d'agir vite, car les problèmes de survie risquent de se poser très prochainement.

2) TS mensuel : en termes financiers, comme en termes politiques, TS mensuel doit nous apporter le renfort indispensable. Deux chiffres indiquent l'effort à fournir :

- 1 200 abonnements à 50 F doivent être recueillis en dehors, bien entendu, des abonnés adhérents ;

- une vente militante mensuelle de 4 000 exemplaires doit être réalisée.

Cet objectif n'est pas inaccessible. Après le deuxième numéro, le nombre de numéros pris en vente militante est proche de 2 000 et toutes les possibilités sont loin d'avoir été explorées par les sections.

Pour faciliter la collecte d'abonnements, des carnets d'abonnement à souche contenant deux formules vont être édités : des abonnements couplés, hebdo et mensuel ; des abonnements à TS mensuel.

Aux militants de les utiliser au mieux. ■

CONVERGENCE POUR L'AUTOGESTION : ATTENTION !

L'adresse qui nous avait été communiquée pour la rencontre des 12 et 13 mai est fautive. La Convergence pour l'autogestion se tiendra au : 32, rue Olivier Noyer, 75014 Paris, M^o Plaisance ou Alésia.

Toujours pour la Convergence, un appel aux militants de la région parisienne : l'hôtel coûte cher, les foyers sont rares et pris d'assaut en cette période de l'année. Les camarades qui peuvent héberger des participants à la rencontre des 12 et 13 mai, doivent le signaler, le plus tôt possible à : Convergence pour l'autogestion - B. P. 89, 75722 Paris Cedex 15. ■

CALENDRIER POLITIQUE

LE 14^e VEUT VIVRE

● Tous les dimanches (Paris 14^e) : En ce moment même et jusqu'au 18 mai se déroule à la mairie du 14^e une enquête d'utilité publique sur le plan d'aménagement de la Z.A.C. Guillemillot. Le plan officiel prévoit la destruction complète du quartier (sauf 39 immeubles). En 1973, tout devait être rasé, mais depuis les habitants du quartier bougent et exigent que 170 immeubles soient conservés et que tous les habitants qui souhaitent rester sur place puissent le faire avec des loyers accessibles. Il y avait

eu une fête en 1977 pour montrer que le quartier vit et ne se laissera pas tuer comme ça, cette année, nouvelle fête, avec des artistes qui viendront bénévolement. Vous donner tout le programme on n'a pas la place mais renseignez-vous au 320.23.00 ou 320.00.66, vous ne serez pas déçus.

MIGRANTS A CRETEIL

● Du 20 avril au 6 mai (Créteil) : Quinzaine des migrants organisée par l'Office municipal des migrants de Créteil. Nous avons reçu six pages de programme et (toujours la place), nous

vous conseillons d'appeler l'Office qui organise cette quinzaine intéressante au 207.63.63. Office se trouvant 5 bis, rue Félix-Maire, 94000 Créteil.

GROUPE 108

● Vendredi 27 avril (Saint-Maur) : Le groupe 108 d'Amnesty International vous invite à la projection du film *La Grâce* suivie d'un débat sur la peine de mort. A 20 h 30 à la M.J.C. de Saint-Maur (l'adresse ?? ?).

« MAINTENANT » ÇA VOUS INTERESSE ?

● Vendredi 27 avril (Paris 13^e) : Rencontre-débat organisée par le groupe P.S.U. Tolbiac-Panthéon sur *Maintenant*, un projet qui vous intéresse. Avec la participation de Mireille Boris (rédactrice en chef), Sophie Chauveau (Amis de la Terre), Jean Elleinstein, Michel Mousel et Michel Beaud. A la faculté de Tolbiac, 90, rue de Tolbiac (m^e Tolbiac) à 12 h, à l'amphi 1.

FESTIVAL EN BRETAGNE

● 28, 29, 30 avril (Plœuc-sur-Lie) : Le foyer des jeunes de Plœuc-sur-Lie (22) organise un festival du cinéma politique. Au cours de ces trois journées seront diffusés des films hors circuits, relevant d'un cinéma d'intervention politique. Pour des raisons d'ordre pratique (capacité de structures d'accueil), le foyer des jeunes souhaite connaître le nombre de « spectateurs » et participants très vite (encore plus vite que la semaine dernière). Ecrivez au foyer des jeunes, B.P. 15, 22150 Plœuc-sur-Lie, ou téléphonez pour vous renseigner au (96) 2.15.21 ou au (96) 61.47.79.

PEUGEOT A ROUSSILLON

● Vendredi 27 avril (Roussillon) : Le P.S.U. du 38 vous invite à la projection du film *Avec le sang des autres*, de Bruno Muel, film tourné à Peugeot - ville à Sochaux. L'équipe réalisatrice était composée de travailleurs de Peugeot, habitant l'agglomération de Sochaux. Un débat suivra, qui portera sur les conditions de vie et de travail dans l'agglomération. A 20 h 30 au Foyer municipal de Roussillon. L'entrée sera libre.

RELANCER LA CAMPAGNE

● Vendredi 27 avril (Toulouse) : à la suite de l'accident nucléaire de Three Mile Island et pour relancer la campagne contre l'implantation de deux centrales à Golfech et Port-la-Nouvelle, des réunions se tiendront régulièrement à l'appel du PSU, de diverses organisations écologistes, du MAN, de la CSF, de l'UFC, du MRG et de la CFDT ainsi que des comités de quartiers. Prochaine réunion le 27 donc, au siège du PSU. L'heure ? L'adresse ?

IL Y A UN AN

● Samedi 28 avril (Saint-Denis) : il y a un an, un incendie détruisait le bâtiment B de la cité de transit Sonacotra, Leroy des Barres. Ce jour-là, 35 familles se retrouvaient à la rue ayant tout perdu. Les sinistrés ont été relogés, pas toujours dans de bonnes conditions, et aucune indemnité réelle ne leur a été accordée. Après plusieurs actions de la population de Saint-Denis, la Sonacotra et la préfecture ne font

que se renvoyer la balle. Pour montrer que rien n'est oublié, un grand rassemblement, sinistrés, locataires des cités de transit et population de Saint-Denis, se tiendra à 14 h à la cité Leroy des Barres (à côté de la cité des Francs Moisis).

CHEMIN DE LA CIGALE

● Mardi 1^{er} Mai (Nîmes) : fête du PSU de Nîmes sur le chemin de la Cigale, route d'Alès. Il y aura plein de choses, des chansons, des groupes gitans, une animation enfants, un grand bal populaire et de la bouffe. A 16 h : un débat « Quelle gauche aujourd'hui ». Pour tout renseignement, écrire à la commission fête PSU, fédé PSU, 43, avenue de la Biche, Nîmes, 30000 !

PARLER DU CHOMAGE

● Mardi 1^{er} Mai (Lussac-les-Châteaux) : 47.000 chômeurs déclarés en Poitou-Charentes, 12.000 chômeurs dans la Vienne. Faire une fête pour en parler, c'est une idée. Elle aura lieu au petit moulin de Lussac-les-Châteaux, à partir de 10 h. Tous les travailleurs sont appelés à y venir nombreux.

UNE SEMAINE A SAINT-OUEN

● Du mercredi 2 mai au samedi 5 mai (Saint-Ouen) : semaine sur les femmes, organisée par la MJC de Saint-Ouen l'Aumône, dans le 95, avec la participation du secteur femmes de la section PSU de Pontoise. Mercredi 2 mai à 20 h 30, film-débat, *Le Sel de la Terre* au quartier de Chennevières (local commun résidentiel). Jeudi 3 mai, à 20 h 30 film-débat sur *L'Education des enfants*, à la MJC de Saint-Ouen, rue de la Prairie. Vendredi 4 mai, à 14 h 30, film : contraception-avortement et débat au Clos du Roi et à 20 h 30 le groupe Orchidée à la salle des fêtes de Saint-Ouen. Le samedi après-midi, non stop : film vidéo, sketches par le groupe femmes de Pontoise, débat, table de presse, bouffe à la MJC de Saint-Ouen.

CINE A MONTPELLIER

● Du 2 au 8 mai (Montpellier) : le MDPL (Mouvement

pour le Désarmement, la Paix et la Liberté), organise une semaine de cinéma : à 15 h et à 21 h : *Force de frappe*. A 18 h 15 : *Le Pont de singe*, (inédit à Montpellier). Au cinéma Le Club, près de la fac de lettres, Sainte Bernadette.

UNE PREMIERE

● Vendredi 4 mai (Saint-Nicolas de Port) : première soirée de formation, organisée par la section du canton de St-Nicolas, sur l'économie à partir du *PSU-Doc* : *La Crise*, une analyse. A 20 h 30, à la salle des réunions.

LE P.S.U. ET LES IMMIGRES

● Samedi 5 mai (Paris 15^e) :

La région parisienne du PSU organise une réunion sur le thème « Le PSU et les immigrés », quelle situation aujourd'hui ? Quelles actions possibles ? ». De 14 h 30 à 16 h 30, rue Borromée, 75015 Paris, M^e Volontaires.

EN VENTE

● Samedi 19 et dimanche 20 mai (Paris) : c'est loin encore, mais on vous parle de la fête du M.R.A.P. qui aura lieu à l'hippodrome de Pantin pour vous dire que les billets sont en vente à la librairie Syros, 9, rue Borromée, 75015 Paris, M^e Volontaires. Venez vite les chercher car la fête sera belle ; on vous en reparlera. ■

STAGES D'ETE AUX GUIONS (HAUTES-ALPES)



Deux stages d'une semaine chacun

1 - Du dimanche 19 août au samedi 25 août. Thème proposé : « Autogestion et pouvoir ».
2 - Du dimanche 26 août au samedi 1^{er} septembre. Thème proposé : « Champ social et champ politique ».
Chaque stage pourra s'organiser en plusieurs groupes, les documents seront envoyés aux camarades inscrits avant le stage. Une plaquette plus détaillée est en préparation. Inscrivez-vous en remplissant le bulletin ci-dessous sans oublier :
— de joindre 50 francs pour les frais d'inscription,
— de faire approuver vos candidatures par la fédération.
Les frais de stage sont à estimer à environ 400 francs. Pour chaque stage, en vous inscrivant, vous recevrez tous les renseignements pratiques. N'hésitez pas à venir en famille.

Bulletin d'inscription (à retourner à P.S.U. - Stages d'été - 9 rue Borromée, 75015 Paris).

Nom Prénom

Adresse

Profession Année de naissance

Date d'adhésion au PSU Responsabilité

Syndicat Accord de la fédération

Hébergement : vient seul - oui - non - (cocher)

Sinon, combien de personnes en plus :
adultes :
enfants :

Stage choisi : 1 - 2 - (cocher)

TRIBUNE socialiste

MENSUEL DE L'AUTOGESTION

PSU

36 pages, 5 F (4 F pour les sections)

EST PARU DEPUIS LE 5 AVRIL

Les responsables ou les trésoriers de sections qui n'ont pas passé commande doivent le faire de toute urgence.

Sommaire

Dossier : L'Europe.
Social : L'unité nécessaire.
Transport : la S.N.C.F. « libérée ».
Routiers : La prime et le salaire.
Proche-Orient : La paix américaine.

« T.S. » MENSUEL BULLETIN DE COMMANDE N° D'AVRIL

Nom : Prénom :
Section :
Adresse :
Ville : Code postal :
Nombre de « T.S. Mensuel » demandé :
Ci-joint un versement par chèque bancaire postal (1)
à l'ordre de Tribune socialiste ou C.C.P. 5826-65 Paris.
(1) Cocher la case correspondante.

CONTINUONS A AIDER TS-MENSUEL

Vous êtes nombreux à nous avoir envoyé des adresses de personnes ou groupes susceptibles de s'abonner au T.S. mensuel. Nous vous en remercions, ce sont vraiment des adresses intéressantes. Alors, vite, ceux qui n'ont encore rien envoyé, dépêchez-vous ! Si vous désirez voir vos adresses bénéficier d'une proposition d'abonnement à 45 F, il ne vous reste plus que quelques jours. Merci pour eux.

La Trésorerie de T.S. ■

tribune socialiste HEBDO

HEBDOMADAIRE DU P.S.U.

Direction politique : Léo Goldberg
Secrétariat de rédaction : Renée Bourgeois-Damien
Secrétariat-Documétation : Marie-Françoise Chailieux
Maquette et collaboration technique : Max Pagis
Rédaction : tél. 566-45-64 et 566-45-37 poste 37
Directeur de la publication : Victor Leduc
Edité par la SARL « Société nouvelle de presse politique », 9, rue Borromée, 75015 Paris
Numéro de la commission paritaire : 37 392
Composition, photogravure, impression : S.N.I.L., 3, rue de Nantes, 75019 Paris. Tél. 208-64-05
Changement d'adresse : Joindre la bande d'un des derniers envois et 3 F en timbres poste.

bulletin d'abonnement

couplé (TS-hebdo et mensuel)
Bulletin à retourner à Tribune socialiste, service abonnements, 9, rue Borromée, 75015 - Paris.

M. Mme Mlle

Nom Prénom

Adresse

Profession

Code postal Ville

S'abonne pour 1 an 6 mois (1)

Ci-joint un versement par chèque bancaire postal (1), à l'ordre de Tribune socialiste, CCP 5826-65 Paris.

Tarifs : 1 an : 150 F ; 6 mois : 80 F ; soutien : 200 F.

(1) Cocher la case correspondante.

CRITIQUE SOCIALISTE

Revue théorique du PSU

34

QUELLE EUROPE ?

SYROS

Au sommaire :

- Présentation (Victor Leduc)
- Marché commun et division internationale du travail (Denis Clerc)
- Intégration européenne et lutte de classes (Bernard Ravenel)
- L'Europe agricole (Jean Colard)
- L'Europe militaire (Denis Beauron)
- La Grèce et le Marché Commun (Interview d'Andréas Papandréou)
- Le cas espagnol (Philippe Messine)
- Le Portugal et l'intégration dans la C.E.E. (José Pontes)
- Les mauvais européens : le Parti travailliste (Vladimir Fishera)
- Six ans de Berufsvorbot (Nicole Gabriel)
- Chronologie de l'intégration européenne
- Bibliographie

LE N° 20 F.

Commandes à adresser à la Librairie Syros, 9, rue Borromée, 75015 Paris.

Abonnements 75,00 F

5 N°

C.C.P. 1970628 PARIS